



Zolesio Emmanuelle, Comité de rédaction

Préface au numéro 13 : Le retour aux enquêtés

Pour citer l'article :

Zolesio Emmanuelle, Comité de rédaction, « Préface au numéro 13 : Le retour aux enquêtés », dans *revue é Interrogations ?*, N°13. Le retour aux enquêtés, décembre 2011 [en ligne], <http://www.revue-interrogations.org/Preface> (Consulté le 16 mai 2026).

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France](#).



Numéro coordonné par Emmanuelle Zolesio

Le numéro 13 de la revue *¿ Interrogations ?* est consacré pour sa partie thématique à la question du « retour aux enquêtés », qui connaît un relatif vide bibliographique comparativement à d'autres points de méthode. Dans l'appel à contributions de cette treizième livraison, nous nous demandions dans quelle mesure ces difficultés quant au retour aux enquêtés étaient partagées par plusieurs disciplines des SHS ou, à l'inverse, en quoi elles prenaient une signification particulière et constituaient un enjeu spécifique pour telle ou telle discipline. Force a été de constater, et nous nous en sommes réjouis, que les sociologues et anthropologues n'étaient pas les seuls à se saisir de cette interrogation. Ainsi le présent numéro accueille-t-il la contribution d'un historien du contemporain, celles de démographes travaillant dans le cadre de suivis de populations ou encore celles de géographes. « Enquêtés », « témoins » ou « populations enquêtées » sont ainsi considérés comme destinataires de la restitution des résultats de la recherche voire, aussi, comme acteurs collaborant pleinement à l'affinement de ces mêmes résultats au point d'être « co-producteurs » de la recherche.

Ce qui frappe surtout à la lecture des articles de la partie thématique, c'est le consensus des auteurs sur l'importance croissante prise par le retour aux enquêtés et la nécessité de respecter un certain « contrat moral ». Fruit du processus de modernité, comme le rappelle Jacques Hamel dans son article, les exigences éthiques et déontologiques semblent aujourd'hui au cœur de ce « devoir » de retour pour l'enquêteur, dans les pratiques professionnelles au Québec mais pas uniquement. Jacques Hamel et Lucas Guffanti, chacun dans leur article respectif, exposent la réflexivité qui traverse l'activité de recherche sociologique et qui fonde cette exigence de « retour », que ce soit par exemple pour la recherche-action d'Alain Touraine, ou pour l'auto-analyse préconisée par Pierre Bourdieu. L'intérêt de ce retour aux enquêtés n'est pas seulement éthique et déontologique : pour Lucas Guffanti, il est aussi, pour l'enquêteur, une formidable « occasion de mieux cerner le point de vue de l'enquêté et ses points morts ».

Il s'est ainsi agi pour Christèle Marchand d'éviter la surinterprétation dans le cadre de son analyse longitudinale des votes Front National. Le retour aux enquêtés a été envisagé comme une manière de reconstruire et de réencastrer biographiquement des choix électoraux. Toutefois, l'auteure n'adhère pas à l'idée d'une obligation déontologique du chercheur à restituer ses résultats aux enquêtés, du fait de la violence que ce retour peut induire pour eux.

Dans le champ de la géographie, Frédéric Tesson et Eva Bigando montrent, à partir d'une enquête photographique sur les paysages du quotidien, combien l'opération de « retour » est l'occasion pour le chercheur comme pour les enquêtés d'adopter une posture réflexive par rapport à leurs propres représentations des paysages de leur quotidien. Les auteurs soulignent qu'en permettant aux informateurs de devenir experts de leurs propres expériences paysagères ordinaires, le chercheur est susceptible d'engendrer un « engagement citoyen moteur de démarche participative ».

Dans le cadre des suivis de populations maliennes en Afrique subsaharienne, la restitution est aussi vue par Nathalie Mondain et Bologo Eric Arzouma comme « un acte pédagogique destiné non seulement à faire part des résultats obtenus mais aussi à en faire comprendre les implications sur le moyen et le long terme » en réponse à la lassitude des populations enquêtées devant la répétition des questions des enquêteurs. Devant la demande d'informations des populations quant au but de la recherche, les démarches de retour des suivis de populations répondent ainsi clairement à des demandes des enquêtés.

Les attentes matérielles et symboliques de ces populations sont ainsi explicitées par Véronique Hertrich dans son article. Mais on peut s'interroger avec elle afin de savoir si « la restitution ne correspond (...) pas davantage à une stratégie de contournement de la demande sociale [...] Au final est-elle véritablement une opération au service des populations étudiées, ou plutôt un outil manipulé par le chercheur pour gérer sa dette et renégocier son contrat avec les enquêtés ? ».

Plusieurs articles soulignent encore que le retour aux enquêtés est avant tout une « négociation » avec ceux-ci, négociation qui s'avère parfois délicate. Mais cette négociation soulève du même coup la question de la gestion des éventuels décalages entre les attentes de l'enquêté et celles du chercheur, comme le précise Véronique Hertrich. Ainsi se demande-t-elle : « Faut-il s'accorder à la demande de la population et, dans ce cas, quelle est la légitimité du chercheur dans ces différentes activités ? Faut-il au contraire y résister et, dans ce cas, quels moyens utiliser pour construire la relation avec la population et assurer la pérennité des enquêtes ? ». Négociation, le retour aux enquêtés, s'effectue également dans le temps.

Et c'est là le second constat que l'on peut faire à la lecture de ce dossier thématique, à savoir que le retour nécessite d'être envisagé bien avant l'étape concrète de restitution. Autrement dit, c'est dans le temps long de l'enquête, dès ses prémices, que cette opération doit être préparée. Ainsi Laurent Douzou écrit-il que « le

premier retour aux enquêtés est en quelque sorte antérieur à l'enquête elle-même. Mieux, il en constitue le préalable » tandis que Laurent Di Filippo stipule qu'il est « un processus complexe de construction de sens qui s'opère dans le temps ». Un consensus émerge ainsi pour établir que cette étape de retour aux enquêtés ne peut (ou ne doit) pas être déconnectée de la présentation aux informateurs enquêtés ou du déroulement de l'investigation elle-même.

Comme l'écrit Anne-Chantal Hardy, « la question du « retour » aux enquêtés est indissociable de la question de la façon dont le sociologue s'engage dans la situation d'enquête, autrement dit des conditions de « l'aller » ». Ce principe du retour ne vient pas clore, mais poursuivre le travail d'enquête. Aussi l'auteure insiste-t-elle sur la nécessité de percevoir la relation d'enquête comme un « rapport d'échanges » permanent, comme une « relation dynamique », un échange de dons et contre-dons dont Marcel Mauss a constitué la trame réflexive. Or cette transaction s'effectue rarement à deux seulement, mais implique d'autres acteurs implicites dans une « relation triangulaire en partie masquée », notamment la communauté des pairs. Par ailleurs, loin de n'être qu'une façon de faire valider en direct les travaux par les acteurs, ce retour est ainsi davantage perçu comme une façon d'en éprouver la solidité à travers les débats que les acteurs suscitent, directement ou indirectement. Mais ce retour, nous dit l'auteure, ne peut se faire sans la subjectivité du chercheur et sans avoir conscience de ce qu'il est et de ses propriétés sociales.

C'est encore à partir de l'analyse maussienne du don et du contre-don, et avec une prise en compte du temps long de sa trajectoire de recherche, que Philippe Sahuc nous fait part de ses différentes expériences de retour auprès de ses enquêtés : dans le cadre de recherches-actions menées au sein de l'INRA au Sénégal, auprès de ruraux rencontrés dans le cadre de ses tournées comme facteur, auprès de groupes-classes de lycées agricoles, et à nouveau chez les enfants côtoyés quinze ans plus tard dans ses tournées postales en montagne.

Dans le même ordre d'idées, Lucas Guffanti souligne l'importance du « dialogue » préparatoire à la phase de restitution et à la nécessité de « communiquer progressivement » sur le terrain les résultats de la recherche à ses enquêtés. Il invite à faire ce retour dans des interactions plus personnelles que le simple retour écrit ou universitaire et retrace son expérience auprès du Collectif Les Morts de la Rue et des bénévoles travaillant autour des morts indigentes.

La relation de longue durée avec les enquêtés est encore au cœur du dispositif des suivis de populations en démographie, et c'est la forme « ludique » audio-visuelle en langue locale et celle de sketches villageois qui a été privilégiée pour le retour des suivis de populations au Mali, comme nous l'explique l'article de Véronique Hertrich. C'est encore sous le signe de « l'échange » qu'est perçu le lien aux populations enquêtées.

Toutefois Laurent Di Filippo souligne que parfois le retour de l'enquêteur n'est pas particulièrement attendu par ses enquêtés et qu'il ne suscite guère de réactions de la part de ces derniers, comme ce fut d'une certaine façon le cas sur son terrain auprès d'une communauté de joueurs en ligne alors qu'il avait pris soin de mettre un forum à leur disposition pour suivre l'avancée de sa recherche. Il souligne que « la différence de vitesse d'évolution des deux mondes [celui de la recherche et celui de la plateforme de jeu] peut également influencer la réception d'une étude. La recherche est en général un processus très long, surtout si on le compare à l'évolution des mondes numériques. Des enquêtés enthousiasmés par le fait de participer à une recherche peuvent alors voir leur intérêt décroître avec le temps, ne voyant aucun résultat concret, ou ne plus être présents lors de sa publication ». Problème qui peut également se poser sur d'autres terrains.

Par ailleurs, même en ayant prévu de longue date un retour aux enquêtés, même en ayant établi une certaine complicité avec eux, Mariangela Roselli montre, grâce à l'analyse de ses deux tentatives malheureuses de retour auprès de bibliothécaires, que cette opération de restitution peut aussi être vécue comme une « trahison » par les enquêtés et comme une « rupture » par rapport à la phase où l'enquêteur était sur le terrain avec eux. Là encore, elle montre combien la forme et les supports choisis par l'enquêteur pour ce retour importent au plus haut point. En l'occurrence, l'auteure avait choisi une restitution orale par diapositives et une autre par envoi de documents électroniques individualisés via la direction, restitutions accueillies par une fin de non-recevoir par les acteurs malgré leur enthousiasme en amont. Elle analyse comment la fluidité de l'écrit informatique et électronique, généralement considérée comme un atout pour la communication, peut devenir une barrière : les nouvelles technologies de la communication utilisées dans la restitution des résultats augmentent l'impression d'usurpation par une parole savante du « dire au travail » des salariés. L'auteure comprend a posteriori, grâce au retour réflexif, toute la violence de ces supports (qu'elle dit avoir choisi du fait d'un ethnocentrisme lettré non contrôlé) pour les enquêtés, imprégnés de l'idée d'une croyance en une mission de transmission de la culture légitime, qui se sentent par ailleurs déjà dépossédés et inutiles depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information.

On touche avec cette contribution un troisième point qui émerge de façon marquée des articles thématiques, à

savoir les difficultés de ce retour aux enquêtés, notamment du fait de la violence qu'il peut induire. Cette violence peut en effet s'exercer à l'égard des enquêtés, mais aussi pour l'enquêteur, contraint d'explicitier son propre rapport à l'objet et de se confronter parfois à des réactions d'incompréhension ou de contestation de ses résultats. Autrement dit, aussi nécessaire soit le retour aux enquêtés du point de vue des auteurs de ce numéro, autant ceux-ci s'accordent pour dire que cette opération de retour n'est pas évidente d'un point de vue empirique.

Le chercheur peut en effet avoir conscience – parfois de façon coupable –, ou être simplement dérouté, par le fait d'exercer une violence auprès de ses enquêtés. Il s'agit par exemple pour Laurent Douzou de mesurer la « crainte de cauchemars conjurés » ou celle d'être « submergé » de la part de son enquêté, ancien résistant déporté. Car, et c'est un point que souligne l'auteur, la demande et la présence de l'enquêteur peuvent être une véritable « intrusion » dans l'existence des enquêtés. L'historien nous fait le récit de la relation de compagnonnage qu'il a nourrie avec ce témoin et acteur de la Résistance, relation marquée par des temps de complicité et de partage, mais aussi faite d'incompréhensions ou de frustrations. Il souligne combien le retour peut être fait de non-dits et combien celui-ci constitue une opération de négociation avec l'enquêté (lorsque, par exemple, le chercheur peut refuser de ne publier des écrits qu'après les avoir soumis à ses enquêtés, comme ceux-ci pouvaient l'exiger).

Dans le même ordre d'idées, Nathalie Mondain et Bologo Eric Arzouma soulignent que l'enquêteur qui fait faire le récit du décès d'un enfant à ses parents dans le cadre des suivis de populations apparaît pour les enquêtés comme un simple « rappel du malheur ». La violence exercée par l'enquêteur est également réelle lorsqu'il interroge les populations sur des questions taboues telles que la sexualité. Par ailleurs, l'incompréhension est souvent présente alors que les individus attendent une intervention en matière d'assistance sanitaire.

Dans un autre registre, Jacques Hamel souligne comment le retour anonyme peut être perçu par les enquêtés comme une dépossession de leur individualité et comment ceux-ci pouvaient faire fi des exigences déontologiques professionnelles, réclamant que des informations pourtant jugées confidentielles par l'enquêteur soient révélées. On mesure ainsi combien l'opération sociologique d'objectivation et de généralisation des résultats peut en effet être une violence symbolique pour les enquêtés, lorsqu'ils se sentent « transformés en rats de laboratoire » comme l'écrit également Laurent Di Filippo.

Dans la rubrique « Varia », c'est la figure du témoin et la place du témoignage qui sont, à leur tour, questionnés par Alain Bihl autour de l'œuvre de Jean Norton Cru. D'une manière tout à fait fortuite, cette contribution prolonge donc le débat amorcé dans la partie thématique de ce numéro. Bien qu'indispensables en tant que personne ressource et source d'information, le témoin et le témoignage n'en restent pas moins frappés du sceau de la suspicion. Doute et méfiance quant à la véracité des informations transmises, doute et méfiance également quant à l'impartialité du regard sur les événements. Dans la perspective d'une histoire militaire, Jean Norton Cru fit une étude critique des récits de guerre et proposa une méthodologie précise pour leur traitement et leur analyse. Alain Bihl nous fait habilement découvrir le travail minutieux, la pensée et la méthode d'un homme dont l'expérience directe du combat conduira à la volonté de rompre avec les « légendes de guerre » tout en donnant un véritable statut aux témoins et aux témoignages dans l'entreprise de la connaissance.

Dans la rubrique « Des Travaux et des Jours », Fatia Terfous s'intéresse aux faits de déviance dans le football féminin. Cette contribution interroge la marginalité des déviances chez les joueuses alors même que le milieu masculin est régulièrement secoué par des agressions verbales ou physiques. La connotation traditionnellement masculine du sport du ballon rond depuis ses origines expliquerait-elle l'invisibilité des déviances féminines dans le football ? En circonscrivant son enquête au cas nordiste – ligue et districts du Nord-Pas-de-Calais –, l'auteure tente d'apporter des réponses à cette question jusqu'ici peu envisagée dans le champ de la sociologie du sport.

Nous accueillons deux contributions dans la rubrique « Fiches techniques ». À partir de la lecture de Karl Marx, complétant la série d'articles déjà consacrés au concept de capital dans des numéros antérieurs de la revue, Alain Bihl propose d'explorer le concept de capital financier, dont les marchés et opérateurs financiers ne sont que des manifestations. Du capital porteur d'intérêt au capital fictif, il montre comment le fétichisme capitaliste est ici porté à son comble tandis que l'autonomisation de la valeur atteint une telle abstraction et irréalité qu'une simple rumeur peut la ruiner. La fiche technique d'Agnès Vandeveld-Rougale porte quant à elle sur la co-construction de la posture clinique dans une recherche sociologique. Comment la subjectivité du chercheur permet-elle d'effectuer un « chemin élaboratif » susceptible d'accéder à un savoir scientifique ? Telle est la question posée par l'article à partir d'une enquête auprès de femmes de langue maternelle française sur leur vécu traumatique au travail. La recherche s'appuie sur la mobilisation de deux outils cliniques, à savoir l'organidrame et l'entretien de recherche.

Ce numéro comprend enfin huit notes de lecture, parmi lesquelles nous retrouvons une nouveauté éditoriale : le compte-rendu "croisé" de deux ouvrages (en l'occurrence de l'économiste Frédéric Lordon). Sont ainsi présentés dans ce treizième numéro les ouvrages suivants : • Changement social, n°16, « Itinéraires de sociologues. Histoires de vie et choix théoriques en sciences sociales. Tome IV », par Louisa Baralonga ; • ATTAC, Le capitalisme contre les individus. Repères altermondialistes, par Alain Bihr ; • Pierre Tevanian et Sylvie Tissot, Les mots sont importants, par Alain Bihr ; • Laurent Bonelli, Willy Pelletier (dir.), L'État démantelé. Enquête sur une contre-révolution silencieuse, par Martial Cavatz ; • Naudier Delphine, Simonet Maud (dir.), Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements, par Matthieu Gateau ; • Frédéric Lordon, Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza & D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière. En quatre actes et en alexandrins. Lecture croisée réalisée par Goulven Oiry ; • Victor Klemperer, LTI, la langue du IIIe Reich. Carnets d'un philologue, par Agnès Vandeveldde-Rougale ; • Christine Bard, Ce que soulève la jupe. Identités, transgressions, résistances, par Emmanuelle Zolesio.

Pour conclure, nous tenons à remercier vivement tous les chercheurs et enseignants-chercheurs, membres ou non du comité de lecture, qui, par leurs expertises, ont permis l'élaboration de ce numéro et ont contribué à sa qualité : Lucie Bargel, Julien Bernard, Vincent Berry, Maurice Blanc, Paul Bouffartigue, Grégory Busquet, Michel Castra, Jean-Yves Causer, Philippe Corcuff, Béatrice Collignon, Paul Costey, Pierre Cours-Salies, Jean-Yves Dartiguenave, Didier Demazière, Géraldine Duthé, Sylvie Fainzang, Gilles Ferréol, Sébastien Fleuriel, Philippe Gottraux, Aldo Haesler, Carolina Kobelinsky, Laurence Le Douarin, Gildas Loirand, Nonna Mayer, Oscar Mazzoleni, Aïssatou Mbodj-Pouye, Bruno Milly, Delphine Naudier, Ashley Ouvrier, Françoise Quillet, Patrick Schmoll, Anne Sgard, Yannis Thanassekos, Sylvie Thieblemont-Dollet, Bernadette Tillard, Jean-Michel Utard, Philippe Videlier, Jean-Marie Viprey.

Le Comité de rédaction